



CONCOURS GRANDE ECOLE
ORAUX LVA ALLEMAND

Choix de textes de la session Juin-Juillet 2025

L'Allemagne redoute un nouveau coup dur pour son économie

Emmanuel Grasland, Les Echos, 7.11.24

Une guerre commerciale entre l'UE et les Etats-Unis pourrait coûter jusqu'à 180 milliards d'euros à l'Allemagne d'ici 2028. « Les relations transatlantiques sont sur le point de changer d'ère », estime la Fédération allemande de l'industrie.

Pour l'Allemagne, c'est le scénario du pire. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche va accentuer les difficultés du pays au moment où il voit son modèle économique remis en cause par la fragmentation du commerce mondial et la guerre en Ukraine... et alors que la coalition au pouvoir est à deux doigts d'éclater.

« La victoire de Donald Trump marque le début du moment le plus difficile de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne sur le plan économique, car à la crise structurelle interne s'ajoutent désormais des défis massifs en matière d'économie extérieure et de politique de sécurité, auxquels nous ne sommes pas préparés », a estimé mercredi Moritz Schularick, le président de l'institut économique IfW de Kiel.

La politique économique de Donald Trump prévoit la mise en place de droits de douane protectionnistes et des restrictions aux importations qui vont peser sur la croissance en Allemagne et à travers l'Union européenne. Donald Trump a évoqué une hausse généralisée des droits de douane de 10 %, voire de 20 %.

La première économie de l'Europe, qui exporte des voitures, des machines-outils et des médicaments aux Etats-Unis, serait directement touchée. Or elle réalise environ la moitié de son PIB grâce au commerce mondial. Fin octobre, 44 % des entreprises manufacturières allemandes estimaient que la réélection de Donald Trump aurait un impact négatif sur leurs activités, d'après l'institut Ifo. Mercredi matin, BMW et Mercedes étaient en net recul à la Bourse de Francfort.

Le premier partenaire commercial de l'Allemagne

« Les relations transatlantiques sont sur le point de changer d'ère », estime le patron de la Fédération allemande de l'industrie, Siegfried Russwurm. Le tout alors que les Etats-Unis devraient devenir cette année le premier partenaire commercial de l'Allemagne, devant la Chine.

Ces droits de douane vont tirer le dollar à la hausse, ce qui va renchérir les importations allemandes en provenance des Etats-Unis. « En outre, on peut s'attendre à des tarifs douaniers de rétorsion de la part de l'UE avec un décalage dans le temps à partir de 2026, ce qui entraînera également une augmentation des prix à la

consommation en Allemagne », juge Jörg Krämer, économiste en chef chez Commerzbank.

Bilan des courses ? L'inflation dans la zone euro et en Allemagne pourrait être supérieure d'un demi-point de pourcentage en 2026, ce qui ne manquerait pas de freiner la politique de baisse des taux de la Banque centrale européenne...

Surtout, en cas de guerre commerciale, l'impact sur la croissance sera conséquent, a calculé l'Institut de l'économie allemande de Cologne. Si Donald Trump augmente les droits de douane à l'importation de 10 % et que l'UE contre-attaque avec des mesures équivalentes, l'Allemagne pourrait enregistrer une perte de PIB de plus de 127 milliards d'euros (en prix constants de l'année 2020) au cours du nouveau mandat de Donald Trump.

Si les hausses sont de 20 %, cela coûterait 180 milliards d'euros à l'économie allemande ! Et à l'issue des quatre ans de Donald Trump à la Maison-Blanche, le PIB allemand serait inférieur de 1,5 % à celui d'aujourd'hui.

Le leader républicain entend aussi baisser le taux d'imposition moyen des sociétés de 21 % à 15 % aux Etats-Unis. Avec un taux de près de 30 %, l'Allemagne serait du coup sur la défensive, d'autant que le pays peine déjà à attirer des investissements. Sur les 20 premiers pays industrialisés, l'Allemagne se classe en 18e position en matière d'imposition des entreprises, d'après l'Association des entreprises familiales allemandes.

« Le pire des scénarios s'est produit. Avec l'élection de Donald Trump, l'économie allemande est confrontée à une nouvelle crise dans une période déjà riche en revers », constate Michael Hüther, directeur de l'Institut économique de Cologne.

Last but not least, cette réélection intervient au moment où la coalition au pouvoir est au bord de l'implosion. Le parti libéral demande une profonde réorientation de la politique économique allemande afin de sortir le pays du marasme.

Ses propositions, résumées dans un document qui a fuité la semaine dernière, touchent à la transition énergétique, aux allocations chômage ou à la retraite. Elles s'attaquent directement à l'ADN des programmes de ses partenaires socio-démocrates et écologistes.

Alors que l'Europe a besoin d'unité face à Trump, un chaos allemand tomberait au plus mal. Reste maintenant à voir si ce basculement géopolitique en cours outre-Atlantique conduira les trois partis au pouvoir à resserrer les rangs et à trouver un consensus lors des rencontres qui se tiennent mercredi. Ou si une nouvelle crise va s'ajouter à la crise.

Transition écologique : faut-il encore y croire ?

Alexis Gazzo, Les Echos, 7.11.24

Alors que de nombreux responsables politiques et économiques font volte-face sur leur engagement climatique, Alexis Gazzo, associé chez EY, rappelle que la décarbonation ne pourra pas se faire sans financement massif. « Keep calm and decarbonize », écrit-il.

Déjà un retour de bâton post-Green Deal ? Au sein de l'Union européenne, des dirigeants politiques s'interrogent. En Allemagne, pour renégocier la CSRD ; en France, pour en faire un moratoire ; aux Pays-Bas et en Suède, pour opérer une volte-face sur la politique climatique... Ou est-ce l'expression d'un balancier cyclique qui marque chaque grande étape de la construction de notre ambition écologique ?

Souvenez-vous de cette annonce de Nicolas Sarkozy, au Salon de l'agriculture en 2009 : « L'environnement, ça suffit ! ». Juste un an après avoir expliqué que la « révolution environnementale » était une nécessité pour répondre à la crise économique et financière.

D'optimiste, je deviens optimiste inquiet. Car la fenêtre de tir pour entreprendre la décarbonation qui nous permettrait d'éviter des conséquences climatiques majeures - mais aussi économiques - est très courte : cinq ans environ. Or il faut bien se rendre à l'évidence : les difficultés s'accumulent pour la transition écologique.

L'Europe régule

Illustration d'actualité avec l'éolien en mer. Licenciements et mesures de chômage partiel se succèdent dans nos usines comme LM Wind (pâles éoliennes) ou GE Vernova (turbines éoliennes offshore). Portée par des champions européens, cette filière est pourtant un pilier de la transition énergétique en Europe et en France - avec un objectif de 45 GW installés d'ici à 2050, alors que nous n'en sommes qu'à 1,5 GW.

À l'heure où les start-up hier prometteuses - Ynsect en France ou Northvolt en Suède - rappellent que les turbulences touchent toutes les filières, le rapport Draghi préconise justement des mesures pour relancer le volet industriel de la transition. C'est la direction prise par les Etats-Unis avec l'Inflation Reduction Act (IRA) qui représente près de 400 milliards de dollars destinés à soutenir les projets d'investissement dans le solaire, l'éolien, les batteries ou l'hydrogène décarboné. À mille lieues de nos tergiversations européennes du moment.

Mais « pendant que les Etats-Unis financent, l'Europe régule », entend-on souvent à juste titre. C'est là où le bât blesse : le financement de notre transition écologique reste en suspens. Nos contraintes d'endettement limitent nos marges de manoeuvre. Pourtant nous avons les moyens de mieux diriger l'épargne et les flux de capitaux en Europe. Le règlement Taxonomie et la directive CSRD ont été adoptés dans le but de fournir aux investisseurs une information fiable, précise et comparable.

Maintenir les objectifs

Ce qui est valable pour une entreprise s'applique aussi aux Etats. Il faut maintenir une articulation entre nos horizons de long terme, fixés collectivement - sortir des énergies fossiles d'ici à 2050 - et nos plans d'action à court terme - la programmation budgétaire. Le temps perdu pour faire adopter la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et la nouvelle Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en sont des exemples. Un délai préjudiciable aux industriels qui ont besoin de visibilité sur le temps long pour ajuster leurs programmes d'investissement. À l'heure où nous devons accélérer la transformation de nos modes de production et de consommation, un recul de l'engagement de nos gouvernements serait délétère.

« Pendant que les Etats-Unis financent, l'Europe régule », entend-on souvent à juste titre. C'est là où le bât blesse : le financement de notre transition écologique reste en suspens.

Malgré toutes les inquiétudes que la situation actuelle fait émerger, ne nous trompons pas. Notre ambition collective d'inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre est en train de transformer en profondeur nos économies, de manière irréversible. Nous sommes entrés dans la phase opérationnelle de la transition. A titre d'exemple, les filières de la transition énergétique emploient davantage de personnes dans le monde que le secteur des énergies fossiles.

A l'aube de la Seconde guerre mondiale, le ministère de l'information britannique affichait le slogan « Keep Calm and Carry On » pour relever le moral de l'opinion britannique. Aujourd'hui, j'ai envie de croire au leitmotiv « Keep Calm and Decarbonize ». C'est le récit qui aidera aussi à passer de la contrainte au vrai projet de société.

Alexis Gazzo est associé EY.

Auto : Paris et Berlin favorables à une révision des amendes en 2025

Pierre Avril, Le Figaro, 6.11.24

Le nouveau ministre français délégué à l'Industrie, Marc Ferracci, a passé une journée en terrain miné en Allemagne ce mardi, plaidant en faveur d'un front franco-allemand pour l'automobile, et cela au moment même où la coalition d'Olaf Scholz est menacée d'implosion. Interview au Handelsblatt, participation à un forum économique franco-allemand, puis entretien avec son homologue, Bernhard Kluttig, secrétaire d'État à l'Économie : ce proche d'Emmanuel Macron a réaffirmé les objectifs gouvernementaux et communautaires de décarbonation.

Les deux industries automobiles, françaises et allemandes, connaissent des problèmes similaires, liées à la chute de leurs marchés et à une perte de compétitivité, mais affichent souvent leurs divergences sur les remèdes à employer.

Paris a poussé pour l'imposition, par la Commission européenne, de droits de douane contre les véhicules chinois, alors que l'Allemagne s'oppose fermement à cette mesure. Berlin entend préserver l'eldorado chinois conquis au fil des années par Volkswagen, Mercedes et autres BMW, bien que ce paradis doré perde de son lustre.

Néanmoins, les deux capitales pourraient faire cause commune contre Bruxelles en demandant un assouplissement de la législation communautaire, qui prévoit à terme, en 2035, la fin des immatriculations de véhicules neufs thermiques. D'ici à cette date butoir, les États membres doivent se conformer à des objectifs annuels de réduction d'émissions de CO₂, faute de quoi leurs constructeurs nationaux sont soumis à des amendes. En 2025, celles-ci devraient être révisées, adoucies, voire supprimées, plaident la France et l'Allemagne, moyennant des nuances.

Entre 2019 et 2022, les émissions liées aux nouvelles immatriculations européennes avaient baissé de 27 %. Depuis, les ventes de véhicules électriques marquent le pas. En octobre, le marché allemand a connu un rebond de ses immatriculations globales (+ 6 %), associé à une chute des ventes électriques (- 5 %). Volkswagen en particulier accumule les retards dans ce type de motorisations. Selon la banque UBS, la firme de Wolfsburg, qui traverse une grave crise, serait la plus touchée, avec 6 milliards d'euros de pénalité à payer dès 2025.

Assouplissement des règles

À l'inverse, le franco-italo-américain Stellantis craint qu'un assouplissement des règles ne freine son propre virage électrique. « Ces normes ne sont pas apparues du jour au lendemain, on s'y prépare depuis des années », vient de rappeler son directeur financier, Doug Ostermann . Mais la France plaide pour un effacement des sanctions pour 2025, épousant de préférence la position de Renault. « Il serait difficilement compréhensible que les constructeurs aient à payer des pénalités en 2025 alors qu'ils ont beaucoup investi dans les quatre et cinq dernières années pour électrifier leurs lignes de production », a plaidé Marc Ferracci.

Lors d'une conférence de presse commune mardi, Bernhard Kluttig s'est déclaré « ouvert à une révision » des sanctions européennes prévues en 2025. « Nous voulons garder nos objectifs de décarbonation, mais nous avons aussi besoin de solutions pour notre industrie automobile », a-t-il expliqué. Avant de rappeler : « Il n'y a pas de position arrêtée dans le gouvernement sur le sujet des amendes. » Et de préciser préférer attendre une « proposition de la Commission européenne » .

De fait, le gouvernement de Berlin se divise de plus en plus entre libéraux d'un côté et sociaux-démocrates et Verts de l'autre. Lors du dernier sommet de l'automobile, le chef de Bernhard Kluttig, l'écologiste Robert Habeck, ministre allemand de l'Économie et vice-chancelier, s'est simplement dit favorable à une anticipation de la clause européenne de revoyure sur les émissions, programmée en 2026. À l'inverse, son partenaire de gouvernement et ministre des Finances, le libéral Christian Lindner (FDP), en conflit avec Habeck, serait carrément prêt à abandonner l'objectif 2035.

Mardi, le jour même de la visite de Marc Ferracci, Robert Habeck multipliait les conciliabules avec Olaf Scholz et Christian Lindner pour tenter de trouver un compromis sur le budget 2025. Faute de quoi, la coalition pourrait se dissoudre, ouvrant la voie, le cas échéant, à des élections législatives anticipées. Fin septembre, le chef de file des Grünen - absent mardi des rencontres avec son collègue français - avait lui-même présidé un sommet sur l'industrie automobile nationale.

Christian Lindner pourrait faire valoir sa position lors de son entretien vendredi avec son homologue français, Antoine Armand. Il s'agira de la première visite à Berlin du locataire de Bercy, notamment consacrée à la « simplification administrative » - entendre l'allégement des lois communautaires. Une rencontre tout aussi hasardeuse politiquement : on ignorait mardi si Robert Habeck avait prévu de participer...

BASF, emblème d'une industrie allemande qui plie, mais ne veut pas rompre

Nathalie Steiwer, Le Temps, 2.11.24

Frappé de plein fouet par la crise énergétique et les difficultés de l'industrie automobile, BASF se bat pour gagner en compétitivité. Plusieurs sites du géant allemand de la chimie sont menacés, mais il est «trop tôt» pour fixer l'avenir de ses installations en Suisse

Baromètre de l'économie allemande, BASF passe en feu orange. Malgré la crise de plus en plus virulente chez Volkswagen, l'un de ses grands clients, le groupe chimique allemand a poursuivi la «dynamique positive» enregistrée depuis le début de 2024, a relevé cette semaine son président depuis avril dernier Markus Kamieth. Ses bénéfices devraient atteindre entre 8 et 8,6 milliards d'euros en 2024, soit le bas de la fourchette fixée au début de l'année. Au dernier trimestre, les résultats ajustés ont pourtant progressé de 5%, grâce à «des volumes et des marges plus élevés».

Sur les rives du Rhin au siège historique du groupe de Ludwigshafen, le soulagement est relatif. Depuis deux ans et le déclenchement de la guerre en Ukraine, la hausse des coûts de l'énergie avait entraîné les résultats du champion mondial de la chimie dans le rouge. Avec leurs deux «crackers» qui décomposent les hydrocarbures en différents produits chimiques, les installations de Ludwigshafen consomment à elles seules 3% du gaz naturel en Allemagne.

Plus de 2 milliards d'économie

La direction de BASF s'est lancée dans une réduction drastique de ses coûts de 2,1 milliards d'euros d'ici la fin de 2026, avec notamment la fermeture de dizaine d'installations en Allemagne et dans le monde. Plus de 2.600 emplois, sur les 112.000 que compte le groupe dans le monde, devraient être supprimés. «La mise en œuvre du programme annoncé en février 2023 bat son plein», a assuré mercredi le directeur financier, Dirk Elvermann.

La manœuvre est loin d'être terminée, alors que la tempête se prolonge. Les crises des secteurs immobilier et automobile, qui représentent respectivement 35% et 25% des ventes des entreprises chimiques, pèsent sur leurs pronostics. Entre janvier et août, le chiffre d'affaires du secteur en Allemagne a chuté de 4,3% par rapport à celui de l'année dernière, a annoncé la Fédération allemande de la chimie au début de la semaine. «La situation n'est guère meilleure à l'étranger».

Le ralentissement du marché chinois dont dépend l'industrie allemande pèse lourdement sur les résultats. Le plus gros client de l'automobile et de la chimie allemande est en plus devenu un puissant rival: Depuis 2022, la Chine a largement dépassé l'Union européenne dans la production de produits chimiques. Face à cette offensive, «l'industrie chimique européenne n'est plus compétitive sur de nombreux segments», soulignent les analystes de Deutsche Bank. C'est notamment le cas de la production de matériaux pour les batteries qui alimentent les voitures électriques. BASF pourrait supprimer un poste sur cinq dans ce secteur, selon la presse allemande.

Huit sites Suisses

Face à cette tempête parfaite, associant la hausse des coûts de l'énergie et la chute de ses débouchés, la direction de BASF a annoncé il y a un mois une vaste restructuration. De nouvelles installations devraient être fermées à Ludwigshafen. Près de 20% d'entre elles ne sont pas compétitives, a indiqué Markus Kamieth cette semaine.

Le groupe devrait également vendre ou introduire en bourse deux secteurs clef: Les «technologies de surface», qui concernent l'automobile avec entre autres les laques de voiture, et les «solutions agricoles». BASF espère accroître sa valeur en introduisant en bourse une partie du segment agricole, actuellement la plus rentable de ses activités. En se séparant de deux secteurs qui représentent 25% de son chiffre d'affaires, le groupe doit devenir «plus mince, mais plus solide», assure Markus Kamieth.

Si BASF doit se séparer de sièges régionaux, aucune annonce n'a été faite pour le millier d'employés du groupe en Suisse. Le chimiste allemand y fait tourner huit sites, dont ceux de Bâle et Pfäffikon où sont développés des technologies de surface et solutions agricoles, mais aussi une usine chimique à Monthey en Valais. «Nous travaillons actuellement à la réalisation des objectifs», commente une porte-parole de BASF en Suisse, mais «il est encore trop tôt» pour rendre compte des mesures qui seront prises.

Le patron de BASF se veut encore optimiste. Il n'y a pas de raison de présenter la situation économique ou celle de son groupe «pire qu'elle n'est», estime Markus Kamieth. BASF continue d'ailleurs d'investir. Avec l'aide d'une subvention du gouvernement de 310 millions d'euros (291 millions de francs), il va installer d'ici 2027 de la plus grande pompe à chaleur industrielle du monde pour la production de vapeur sur son site de Ludwigshafen.

Allemagne : qui est Christian Lindner, l'homme qui a fait tomber le gouvernement Scholz ?

Thibaut Madelin, Les Echos, 7.11.24

Le ministre des Finances libéral a tenté un pari politique audacieux en provoquant l'éclatement de la coalition avec le Parti social-démocrate du chancelier Olaf Scholz et les Verts.

En exigeant un « tournant économique » inacceptable pour ses partenaires, le ministre des Finances allemand, Christian Lindner, a précipité la chute du gouvernement d'Olaf Scholz, qui l'a limogé mercredi soir et a ouvert la voie à des élections anticipées en mars.

A 45 ans, le président du parti libéral (FDP) s'inscrit dans la lignée de son illustre prédécesseur, le ministre de l'Economie, Otto Graf Lambsdorff, qui avait fait tomber le chancelier social-démocrate (SPD) Helmut Schmidt, en 1982, après avoir démissionné du gouvernement, faute d'avoir obtenu un même tournant économique.

Mais cet amateur de Porsche, qui a acheté son premier modèle à 19 ans après avoir créé sa première entreprise, pourrait aussi rester dans les mémoires comme celui qui a plongé l'Allemagne dans sa plus grande crise politique depuis la réunification, le jour même où Donald Trump était réélu, posant déjà un défi majeur à l'Union européenne.

Dogme de la rigueur budgétaire

Dans une déclaration d'une rare violence, Olaf Scholz a accusé Christian Lindner d'avoir « trop souvent eu recours à des tactiques partisans mesquines ». Pour le chancelier, le ministre a non seulement rompu sa confiance, mais provoqué ses partenaires sociaux-démocrates et écologistes en proposant des mesures en faveur des ménages riches et contre le climat.

Quelques minutes plus tard, Christian Lindner, qui se voit comme le dépositaire du dogme de la rigueur budgétaire allemande, accusait le chancelier de vouloir régler la crise économique - marquée notamment par les déboires de Volkswagen - à coups de subventions coûteuses et en ouvrant le robinet de la dette. « Olaf Scholz a malheureusement montré qu'il n'avait pas la force de permettre un nouveau départ à notre pays, a-t-il déclaré après une ultime tentative de réconciliation. Au lieu de cela,

dès cet après-midi, le chancelier m'a lancé un ultimatum demandant de suspendre le frein à la dette prévu dans la Loi fondamentale. »

Si cette divergence a servi de catalyseur, Christian Lindner a bel et bien fait un pari en poussant ses partenaires à bout. Son but, alors que le FDP est crédité de seulement 3 % à 5 % dans les sondages : ne pas revivre le traumatisme de 2013, lorsque le parti avait obtenu 4,8 % aux élections et raté la barre des 5 % qui permet d'être représenté au Bundestag. A l'époque, le parti s'était senti pénalisé par sa participation au gouvernement d'Angela Merkel, qui avait dilué son profil. Pas question pour Christian Lindner, qui a été propulsé à la tête du FDP à ce moment-là, de revivre un tel drame. Sa devise : « Mieux vaut ne pas gouverner que mal gouverner ».

Imprévisible

Perçu par le public comme arrogant, avec ses faux airs de dandy et sa barbe de trois jours, mais très apprécié de ses équipes, qui le présentent comme simple et direct, Christian Lindner a déjà appliqué sa devise une première fois, en 2017, en refusant contre toute attente de former une coalition avec la CDU d'Angela Merkel et les Verts. Le libéral, qui sortait d'une campagne victorieuse ayant propulsé son parti au-delà des 10 %, débordait de confiance. Depuis, celui que sa maîtresse d'école primaire trouvait déjà précoce mais grande gueule, est souvent présenté comme un homme politique imprévisible, capable du meilleur comme du pire.

En entrant fin 2021 comme ministre des Finances dans la coalition dite « tricolore » avec le SPD et les Verts, il s'est cependant efforcé de gommer cette étiquette. Avec le chancelier, il a d'ailleurs géré de manière efficace et dans une confiance réciproque les crises du Covid et les répercussions de l'invasion russe en Ukraine.

Olaf Scholz était même invité à son mariage, en 2022 sur la très chic île de Sylt, avec l'ancienne présentatrice de télévision et journaliste au quotidien « Die Welt » Franca Lehnfeldt. Depuis, la relation entre les deux hommes s'est détériorée. « Il n'existe aucune base de confiance pour une poursuite de notre collaboration », a tranché le chancelier mercredi soir.

Coqueluche des startupers, Christian Lindner compte maintenant sur les électeurs pour lui accorder le mérite de son audace. A moins qu'ils ne le rangent dans la catégorie des pyromanes, aux côtés d'Emmanuel Macron ou du Britannique David Cameron, accusés d'avoir poussé leur chance un peu trop loin et plongé leurs pays dans l'abîme politique.

Thibaut Madelin

Crise politique en Allemagne : un bras de fer s'engage sur le calendrier des élections

Emmanuel Grasland, Les Echos, 7.11.24

Après avoir limogé son ministre des Finances, le chancelier allemand, Olaf Scholz, entend poser la question de confiance au Bundestag le 15 janvier. Des élections pourraient ensuite avoir lieu en mars. Mais ce calendrier est contesté par l'opposition.

La droite allemande veut forcer Olaf Scholz à aller plus vite. Après le départ des libéraux du gouvernement, le chancelier a annoncé mercredi qu'il entendait poser la question de confiance au Bundestag le 15 janvier prochain. Un processus qui ouvrira la voie à la tenue d'élections anticipées au plus tard à la fin mars, au lieu de septembre 2025.

Mais ce calendrier ne convient pas à la droite allemande. Après une réunion de son groupe parlementaire ce jeudi, le président du parti démocrate-chrétien (CDU), Friedrich Merz, a jugé qu'il n'y avait « aucune raison de poser la question de confiance en janvier seulement ». Il a demandé au chancelier Scholz de se soumettre au plus tard « la semaine prochaine » à un vote de confiance du Parlement.

Un gouvernement sans majorité

« Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un gouvernement sans majorité pendant plusieurs mois, puis une campagne électorale qui s'étend encore pendant quelques mois, et enfin des négociations pour bâtir une coalition pendant plusieurs semaines », a-t-il argumenté. Les raisons sont aussi politiques. Le parti chrétien-démocrate est crédité de 32 % d'intentions de vote dans les sondages, contre 15 à 16 % pour les sociaux-démocrates et 10 à 11 % pour les Verts.

Même désir d'aller plus vite du côté de l'extrême droite, de l'extrême gauche, de l'Union chrétienne-sociale (CSU) ou des libéraux. « La bonne chose à faire pour notre pays serait de poser immédiatement la question de confiance et d'organiser de nouvelles élections. Personne ne doit avoir peur des électeurs dans une démocratie », a jugé Christian Lindner, le leader du parti libéral, limogé mercredi de son poste de ministre des Finances.

Interrogé sur ce sujet, le leader des Verts, Robert Habeck, s'est contenté de dire que la question de confiance faisait partie des prérogatives du chancelier et que la

décision du calendrier en la matière lui appartenait. C'est ensuite le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui aura la responsabilité de dissoudre le Bundestag si le gouvernement perd, comme attendu, la question de confiance.

La question du calendrier des élections mobilise également les organisations professionnelles, qui mettent un maximum de pression sur le chancelier. «

L'Allemagne a besoin de décisions aussi rapides que possible et de conditions claires, qui ne peuvent être créées que par des élections immédiates », a déclaré Marija Kolak, la présidente de la Fédération des banques mutualistes.

« Au cours des derniers mois, les partis au pouvoir ont de moins en moins assumé leurs responsabilités », estime de son côté Siegfried Russwurm, le président de la Fédération de l'industrie (BDI). « La fin de la coalition est le résultat logique de cette évolution [...] Nous avons maintenant besoin le plus rapidement possible d'un nouveau gouvernement capable d'agir et disposant d'une majorité parlementaire. »

Gagner du temps

C'est une perception, qui remonte aussi du terrain auprès des politiques. « Le calendrier prévu pour la question de confiance est trop long. Les gens veulent y voir clair, et tout le monde pense qu'il faut limiter la période d'incertitude », explique Sandra Weeser, députée libérale au Parlement allemand.

Mais Olaf Scholz n'a pas l'intention de lâcher. Le chancelier cherche à gagner du temps, afin d'améliorer sa popularité. Il espère notamment profiter des élections régionales à Hambourg, le 2 mars prochain. « Olaf Scholz est bien considéré à Hambourg. Les élections pourraient produire un très bon résultat pour le parti social-démocrate, juste avant les élections fédérales », explique Tilman Mayer, politologue à l'université de Bonn.

D'ici à la fin de l'année, le chancelier souhaiterait faire passer plusieurs textes de loi importants, en bâtissant des majorités parlementaires au cas par cas. Ce sera néanmoins difficile, si la CDU fait du calendrier une condition sine qua non. Dans ce contexte, beaucoup d'incertitudes entourent l'adoption du budget 2025 et il est probable que l'Etat allemand débute l'année avec un budget provisoire.

Pour remplacer Christian Lindner au ministère des Finances, Olaf Scholz a annoncé la nomination de Jörg Kukies, qui était jusqu'à présent secrétaire d'Etat à la chancellerie. Proche d'Olaf Scholz et âgé de 56 ans, celui-ci connaît déjà la maison. Cet ancien banquier de Goldman Sachs était secrétaire d'Etat aux Finances, lorsqu'Olaf Scholz dirigeait le ministère.

Migration - Après l'Allemagne et avant les Pays-Bas, la France rétablit les contrôles frontaliers

Ugo Santkin, Le Soir, 31.10.24

Dès ce vendredi, Paris réinstaura des contrôles à ses frontières. Le Premier ministre français comme ses homologues allemands et néerlandais, invoque entre autres, « les flux migratoires qui risquent d'être infiltrés par des individus radicalisés ».

A partir de ce 1^{er} novembre, la France réinstaura des contrôles à ses frontières terrestres. Outre notre pays, l'Allemagne, le Luxembourg, l'Espagne et la Suisse sont principalement concernés. « C'est un modèle qui a fait ses preuves », a justifié le Premier ministre français Michel Barnier à l'occasion d'une visite à la frontière franco-italienne, où des contrôles sont menés depuis 2015 et continueront de l'être.

Paris, qui a ainsi notifié à la Commission européenne son intention de maintenir ces contrôles du 1^{er} novembre au 30 avril 2025, invoque « la présence croissante de réseaux criminels facilitant l'immigration illégale et les trafics, et les flux migratoires qui risquent d'être infiltrés par des individus radicalisés ».

Depuis l'entrée en vigueur de son gouvernement, l'ancien négociateur du Brexit et son très à droite ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, serrent considérablement la vis en matière d'asile et de migration. Mi-août, le controversé premier flic de France annonçait un nouveau projet de loi en la matière alors que la précédente législation – votée en décembre dernier et déjà vivement critiquée par la gauche et de nombreuses ONG – n'a pas encore obtenu tous ses décrets d'application.

Des mesures qui tendent à s'installer dans le temps

En vertu du principe de libre circulation dans l'espace Schengen, un Etat membre ne peut réintroduire les contrôles à ses frontières intérieures que temporairement et qu'en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure. « Or, dans la pratique, ces contrôles restent bien souvent en place plus longtemps que prévu », avance Martin Deleixhe, spécialiste de la gestion des frontières européennes. Sollicitée, la Commission européenne indique qu'« en vertu du code frontières Schengen révisé, elle sera obligée d'émettre un avis en cas de prolongation au-delà d'une période de douze mois ».

Mi-septembre, l'exécutif européen actait le rétablissement des contrôles aux frontières allemandes après le succès à des élections régionales de l'extrême droite qui a surfé sur les attentats de Mannheim et de Solingen. Selon les autorités

allemandes, ces contrôles ont contraint plus de 28.000 personnes à rebrousser chemin et ont permis l'arrestation de 1.195 passeurs.

Dernièrement, c'est le gouvernement néerlandais, dont le parti d'extrême droite de Geert Wilders fait partie, qui a accouché de mesures très strictes en matière d'immigration, comprenant entre autres des contrôles aux frontières prévus à la fin du mois de novembre. Lors du Conseil européen du 17 octobre dernier, où la question a été abordée, les Vingt-Sept ont rappelé « l'importance du bon fonctionnement de l'espace Schengen » notifiant qu'ils comptaient revenir sur le sujet prochainement. Actuellement, sept pays membres de l'UE ont réintroduit ce type de contrôles.

Pas prévu en Belgique pour l'instant

Chez nous, de tels checkings ne semblent pas être à l'ordre du jour. Du moins sous la Vivaldi, toujours en affaires courantes. Interrogé sur ce point, le cabinet de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden (CD&V) dit « miser sur des frontières extérieures solides, tout en préservant au sein de l'Union les principes de libre circulation des personnes et des marchandises ». Une position qui pourrait évoluer sous une probable Arizona. Selon la porte-parole de la ministre démissionnaire, la Belgique suit « de très près les initiatives des pays voisins », qui tiennent nos autorités « constamment informées de leurs intentions », et avec lesquels « il existe également des contacts au niveau opérationnel entre les services de police ».

A l'échelle locale, les bourgmestres des communes frontalières de Couvin et Hensies – par lesquelles passent la E420 et la E19 – n'ont été que très peu (voire pas du tout) informés sur la mise en place et l'application de ces contrôles à la frontière française. Selon le maire de Couvin, Claudy Noiret, qui se dit dans « l'expectative par rapport aux résultats de cette mesure », les autorités françaises ne devraient que sporadiquement contrôler certains véhicules, « comme lors de l'Euro de football de cet été », abonde son homologue d'Hensies Eric Thiébaud. Des contrôles qui ont peu d'incidence sur les travailleurs et autres usagers de la route transfrontalière, à l'image de ceux opérés à la frontière belgo-allemande depuis le 16 septembre, mais des remontées de files ne sont pas à exclure.

En Allemagne, feu vert historique au « bazooka » budgétaire de Merz

Emmanuel Grasland, Les Echos, 19.3.25

Les députés allemands ont adopté le plan d'investissements géant du futur chancelier allemand.

Journée historique au Bundestag. Devant un large public de visiteurs et de journalistes, les députés allemands ont adopté, mardi, le plan d'investissements géant, proposé par les conservateurs, les sociaux-démocrates et les Verts. Le texte a recueilli 513 voix pour et 207 contre, validant une majorité des deux tiers, nécessaire à toute modification de la Constitution.

Cette réforme va faire entrer l'Allemagne dans une nouvelle ère et mettre fin à des décennies d'orthodoxie budgétaire. Elle va ouvrir les vannes des dépenses publiques et nettement accélérer le réarmement de l'Allemagne. « La décision que nous prenons aujourd'hui pour la défense de notre pays n'est rien de moins que le premier grand pas vers une nouvelle communauté européenne de défense », a expliqué, à la tribune, le futur chancelier Friedrich Merz.

Un fonds spécial de 500 milliards

Ce texte de loi sera également la pierre angulaire de la coalition que Friedrich Merz entend mettre en place avec les sociaux-démocrates à l'issue des élections du 23 février. « C'est peut-être le plus grand paquet d'investissements de l'histoire de notre pays », a déclaré le coprésident des sociaux-démocrates Lars Klingbeil.

Concrètement, le texte de loi prévoit la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros sur douze ans pour les infrastructures du pays. Le champ est large. Il s'agit d'investir pour moderniser les routes, les ponts, les chemins de fer, les réseaux de transport d'énergie comme les hôpitaux ou les crèches.

La règle du « frein à la dette » va ensuite être assouplie. Inscrite dans la Constitution depuis 2009, celle-ci limite aujourd'hui les possibilités d'emprunts annuels à 0,35 % du PIB. La réforme va exonérer du mécanisme toutes les dépenses liées à la défense, aux services secrets, à la cybersécurité, à la protection civile et à l'aide à l'Ukraine, dès lors qu'elles excèdent 1 % du PIB. Soit un seuil situé à environ 44 milliards d'euros. « C'est un changement de paradigme dans la politique de défense qui nous attend », a souligné Friedrich Merz, tout en plaidant pour des commandes allemandes d'équipements de défense « attribuées dans la mesure du possible à des fabricants européens ».

Les Länder vont également voir l'étau du « frein à la dette » se desserrer. Ils auront désormais la possibilité de s'endetter dans une proportion limitée à 0,35 % du PIB. Ils bénéficieront aussi d'une allocation de 100 milliards d'euros sur les 500 milliards du fonds spécial, afin d'investir dans leurs infrastructures.

Des enjeux colossaux

Afin de rallier les Verts à leur projet, les conservateurs et les sociaux-démocrates ont accepté de dédier 100 milliards à la protection du climat. Enfin, le plan adopté mardi permettra le déblocage d'une aide militaire en suspens de 3 milliards pour l'Ukraine. Les enjeux sont colossaux. Si l'Allemagne investit de 3 à 3,5 % de son PIB dans la défense, c'est de l'ordre de 1.500 milliards d'euros qui seront injectés dans les infrastructures et l'armée dans la décennie à venir.

Pour Friedrich Merz, il était essentiel de faire voter cette réforme de la Constitution par le Parlement sortant, alors que les conservateurs, les sociaux-démocrates et les Verts ne disposent plus d'une majorité des deux tiers dans le Parlement issu des élections du 23 février, qui entrera en fonction le 25 mars.

Prochaine étape : le Bundesrat. La chambre haute, qui représente les 16 Länder, se prononcera sur le projet de loi vendredi. Une majorité des deux tiers sera également nécessaire pour modifier la Constitution. Markus Söder, le ministre-président bavarois et leader de l'Union chrétienne-sociale, a déclaré, lundi, que la Bavière soutiendrait le plan de financement.

Le dirigeant a trouvé un terrain d'entente en la matière avec son allié local, le parti des « électeurs libres », qui s'était d'abord montré sceptique sur le sujet. Cet accord devrait ouvrir la voie à une adoption au Bundesrat vendredi.

Reste ensuite à voir quel sera l'impact des concessions accordées par Friedrich Merz aux Verts et aux sociaux-démocrates, au sein de son parti. « L'argent seul ne résout pas les problèmes », a souligné le leader des conservateurs. Le plan d'investissements « ne diminue pas les besoins d'économies des budgets publics. C'est le contraire qui est vrai », a martelé le dirigeant de 69 ans, en évoquant les taux d'intérêt et les remboursements à venir.

Une façon de donner des gages aux députés conservateurs et d'envoyer un message au public, alors que l'arrivée de cet « argent facile » pourrait réduire la volonté de la société allemande de s'attaquer à des réformes difficiles.

L'étonnant succès des droguistes DM et Rossmann

Thibaut Madelin, Les Echos, 8.4.25

Comme Aldi et Lidl dans le discount, les deux chaînes se sont imposées depuis cinquante ans sur le marché allemand de la droguerie. Encore contrôlées par les familles de leur fondateur, elles affichent une croissance insolente.

Pour Inge, c'est un réflexe. Quand elle doit se fournir en papier toilette, dentifrice et autres produits d'entretien, cette retraitée ne va pas au supermarché, mais chez DM, la chaîne de droguerie. « Je ne me pose même pas la question », dit-elle en sortant d'un magasin berlinois avec un plein de mouchoirs pour son mari enrhumé.

En France, cette enseigne est inconnue du public, contrairement à Lidl et Aldi, qui s'y sont imposés sur le marché du discount hexagonal. Pourtant, DM et son concurrent Rossmann sont deux « success stories » de la distribution allemande et contrôlent ensemble plus de la moitié du marché des articles de droguerie outre-Rhin. Même les géants des supermarchés Edeka et Rewe sont à la traîne.

Sur son dernier exercice, DM a enregistré un chiffre d'affaires de 17,74 milliards d'euros (dont 12,47 en Allemagne), en hausse de 9,5 %. Il compte plus de 90.000 employés et 4.000 magasins, dont respectivement 60.000 et 2.100 en Allemagne. Rossmann a enregistré en 2024 des ventes records de 15,3 milliards d'euros (dont 10 en Allemagne), en hausse de 10,2 %. Il compte 4.966 magasins, dont 2.311 en Allemagne, et 65.500 employés, essentiellement outre-Rhin.

« Capacité de changement »

Une croissance qui tranche avec celle du secteur, dont le chiffre d'affaires a progressé l'an dernier de 2,2 %, selon la Fédération allemande du commerce de détail HDE. Et un succès qui fait des familles de leurs fondateurs respectifs, Götz Werner et Dirk Rossmann, des membres du club très select des 50 plus grandes fortunes d'Allemagne.

D'où vient une telle réussite ? « Le succès a de nombreux pères, déclare aux 'Echos' Christoph Werner, le fils du fondateur de DM. Cependant, un élément certainement essentiel est le fait que nous faisons tout pour agir systématiquement de manière orientée vers le client et en travaillant en permanence sur notre volonté et notre capacité de changement. » La chaîne s'adresse ainsi à toutes les catégories sociales. Une stratégie comparable à celle de son concurrent. « L'accent est toujours mis sur la qualité, mais nous gardons également un œil sur le design, précise de son côté un porte-parole de Rossmann. Nous évoluons avec le temps et les souhaits de nos

clients. » Les deux enseignes mettent par exemple l'accent sur leurs produits bio ou sur leur engagement social.

Elles ont débuté au même moment, même si le premier Rossmann, ouvert en 1972 à Hanovre, avait quelques mois d'avance sur son rival de Karlsruhe. A l'origine : la réforme supprimant les prix fixes pour les articles de droguerie, ouvrant la voie à une vraie compétition sur les prix. « L'idée de Dirk Rossmann était alors de s'éloigner du drugstore classique, fonctionnant via un comptoir, et de se concentrer sur le libre-service », selon un porte-parole.

Au fil du temps, les deux enseignes ont développé des marques maison et attaqué les marchés européens. Rossmann s'est ainsi lancé fin 2024 en Suisse et étend cette année son empreinte en Espagne. Jusqu'ici, ni ce dernier ni DM n'ont franchi la frontière française, laissant un trou béant dans la carte européenne de leurs filiales étrangères. « Personnellement, je me sens très lié à la France et y ai vécu de nombreuses années lorsque je travaillais dans l'industrie des biens de consommation chez L'Oréal et GlaxoSmithKline Consumer Healthcare, explique Christoph Werner. Cependant, le concept de drugstore n'est pas encore implanté en France et les gens ont des habitudes d'achat différentes. »

Sortir de son marché d'origine

Dans la mesure où d'autres marchés sont plus faciles à développer en termes d'habitudes d'achat, DM a décidé de concentrer son énergie sur ces pays, ajoute-t-il.

Le groupe s'apprête par ailleurs à sortir de son marché d'origine en se lançant cette année dans la distribution en ligne de médicaments sans ordonnance en Allemagne. Une petite révolution.

Pour les deux groupes familiaux, l'enjeu reste de croître et d'éviter le destin tragique de l'ex-leader du marché Schlecker. En 2017, son fondateur Anton Schlecker a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour faillite frauduleuse. Il avait déposé le bilan en 2012, créant un choc en Allemagne et laissant sur le carreau quelque 25.000 employés, des femmes pour l'essentiel.

Le méga-plan de relance allemand, un espoir mais aussi un défi pour l'économie

Thibaut Madelin, Les Echos, 21.3.2025

Le Bundesrat a approuvé ce vendredi un paquet de plusieurs centaines de milliards d'euros d'investissements dans la défense et les infrastructures. Une bonne nouvelle pour la première économie européenne, mais qui représente aussi un défi.

Trois jours après le Bundestag, le Bundesrat a donné ce vendredi matin son feu vert au paquet fiscal XXL prévoyant des centaines de milliards d'euros d'investissement dans la défense et les infrastructures. La chambre des Länder a voté à une majorité de 53 voix sur 69 la réforme du frein à la dette inscrite dans la constitution, rompant avec deux décennies d'austérité budgétaire.

Une révolution pour la première économie européenne, qui réagit ainsi à la nouvelle donne géopolitique marquée par le rapprochement de la Russie de Vladimir Poutine et des Etats-Unis de Donald Trump, au détriment des Européens. Avec cette réforme, le leader conservateur Friedrich Merz, qui n'est pas encore chancelier, veut adresser un signal clair : l'Allemagne est de retour.

« Les investissements dans les infrastructures sont comme un plan Marshall allemand », a déclaré le ministre-président de Bavière, Markus Söder. « C'est un signal historique de la majorité politique de l'Allemagne vers l'Europe et le monde [...] le signal que nous sommes prêts à prendre notre destin en main », a ajouté son homologue de Sarre, Anke Rehlinger.

« Dimension historique »

« Ce paquet ne peut probablement être comparé qu'aux dépenses qui ont immédiatement suivi la réunification, estime Eric Heymann, économiste senior chez Deutsche Bank Research. Il a vraiment une dimension historique. » Outre la défense, dont le budget sera de facto illimité, 500 milliards d'euros supplémentaires seront déployés dans les infrastructures sur douze ans.

De quoi restaurer le rail, les routes et les ponts souvent présentés comme obsolètes, répondre à la pénurie de logements ou accélérer le développement de lignes électriques. Après deux ans de récession, ce méga-plan de relance pourrait augmenter le PIB de 1 % en 2026 puis 2 % par an au cours des dix prochaines années, selon l'institut de conjoncture DIW.

A Berlin, les usagers de l'autoroute A100 peuvent se réjouir : il y aura de l'argent pour réparer le pont de la Ringbahn qui a été fermé en urgence mercredi soir après l'apparition de fissures, paralysant la circulation dans la capitale. Mais les 230.000

automobilistes qui l'empruntent chaque jour risquent de devoir attendre plusieurs années. Comme le reste de l'Allemagne avec les autres projets d'infrastructure...

« Si la bureaucratie ne s'améliore pas, de nombreux investissements dans le BTP seront considérablement retardés, car il faut beaucoup de temps après que l'argent est mis à disposition pour ensuite se traduire dans la construction », avertit Alexander Kritikos, directeur de recherche au DIW.

Il cite, par exemple, la demande d'autorisation d'une machine de pose de rail, dont le processus prend actuellement deux ans, ou encore le délai total de six ans pour la construction de parcs éoliens. Le cycle de construction d'un métro peut durer quatre à huit ans, ajoute Gaurav Purohit, chargé des notations d'entreprises européennes chez Morningstar DBRS.

« Donc même si ces dépenses sont réalisées, je pense qu'il faudra un certain temps pour qu'elles se répercutent et commencent à apparaître dans les comptes de résultat des grandes entreprises de construction », selon l'analyste. Selon lui, ce vaste plan reste une « perfusion » pour un secteur dont l'activité a chuté de 18 % depuis 2020 avec la hausse des taux.

Tout aussi confiants sur le fond, les analystes de Deutsche Bank pointent un autre risque. Pour eux, la croissance des investissements dans le secteur pourrait certes doubler, à environ 5 % en 2027 et 2028, et conduire à une utilisation des capacités record. Mais ce boom pourrait aussi avoir des effets pervers conduisant à un ralentissement en 2029.

Effets de bord

Dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre qui affecte déjà 30 % des entreprises du secteur, selon l'Ifo, la forte demande risque en effet d'accentuer ce phénomène. Or la main-d'oeuvre représente environ les deux tiers des coûts totaux. Comme durant le Covid, les coûts de matériaux, qui représentent un tiers, pourraient eux aussi exploser.

Autre effet de bord : la hausse des taux d'intérêt déclenchée par l'explosion des rendements des obligations d'Etat allemand après l'annonce du double bazooka, début mars. Sur le marché, les taux des crédits immobiliers sont déjà remontés à 4 %, menaçant la reprise du secteur résidentiel, initialement attendue avec la baisse récente des taux de la Banque centrale européenne.

« Il y a déjà un petit choc de taux d'intérêt. Cela peut ralentir les investissements privés, admet Jochen Moebert, économiste chez Deutsche Bank. La demande des ménages et des entreprises pourrait en souffrir. En économie, c'est ce qu'on appelle 'l'éviction' - lorsque les investissements publics évincent les investissements privés ».

Friedrich Merz, révolutionnaire de l'Allemagne en Europe

Marion Van Renterghem, L'Express, 27.2.2025

Le futur chancelier veut une défense européenne émancipée des Etats-Unis, envisageant la protection nucléaire française ou britannique. Du jamais-vu.

«Je n'aurais jamais pensé devoir dire cela à la télévision », a déclaré Friedrich Merz, dimanche 23 février, après les premiers résultats des élections législatives allemandes. Le probable futur chancelier, dont le parti (CDU/CSU, chrétien-démocrate) est arrivé en tête avec 28,52 % des voix, a affiché gravement sa conscience de la bascule du monde. Le cap qu'il en déduit pour l'Allemagne est en rupture avec la relation transatlantique qui fonde l'identité du pays depuis 1945. Par ses implications géopolitiques majeures, cet événement dépasse en importance la percée spectaculaire du parti d'extrême droite AfD (20,8 %), bien que celui-ci ait doublé son score de 2021 et devienne le premier parti d'opposition au Bundestag.

Sur la chaîne ARD, Friedrich Merz évoquait la nécessité pour les Européens de développer une défense autonome, émancipée d'une Alliance atlantique cassée par Donald Trump et par des Etats-Unis « largement indifférents au sort de l'Europe ». Deux jours plus tôt, il était encore plus disruptif. Sur la chaîne télévisée ZDF, le 21 février, il avait déclaré vouloir « discuter avec les Britanniques et les Français pour savoir si leur protection nucléaire pourrait également s'étendre à nous ». Il a souligné que l'Allemagne n'avait jamais répondu à cette question, « que le gouvernement français a soulevée à plusieurs reprises auprès du gouvernement allemand ».

On l'a compris : avec lui, l'Allemagne répondra. Pour l'Allemagne et pour l'Europe, c'est une révolution. Ou plutôt un début de révolution, tant la défense allemande, encore embryonnaire, est dépendante (comme l'ensemble de l'Europe) de la production américaine - environ 55 % des importations d'armes de l'Allemagne proviennent des Etats-Unis, incluant les stratégiques missiles Patriot et avions F-35. Mais cette prise de position de Merz est cruciale en soi, et ce d'autant plus qu'elle fait écho à celle de Donald Tusk, Premier ministre de la Pologne, pays lui aussi viscéralement attaché à la sécurité américaine. Le chef du gouvernement a ainsi invité les Européens à s'armer et à couper le cordon ombilical avec Washington : « Ne demandez pas à l'Amérique ce qu'elle peut faire pour notre sécurité. Demandez-vous ce que nous pouvons faire pour notre propre sécurité. »

Qu'on les examine à la loupe ou de loin sur la carte du monde, les élections législatives allemandes de 2025 sont historiques. Un mois après l'investiture de Donald Trump à la Maison-Blanche, la veille du jour funeste où sont commémorés les trois ans de l'invasion russe en Ukraine et au moment où le président américain rejoue les accords de Munich de 1938 avec Vladimir Poutine en lui faisant cadeau d'un pays qui ne lui appartient pas, l'arrivée programmée de Friedrich Merz à la tête de la chancellerie rompt avec l'attentisme paralysant de son prédécesseur, le social-démocrate (SPD) Olaf Scholz.

Désormais sur la même ligne que la majorité de ses homologues européens, notamment du Nord et de l'Est, et alors que les dirigeants français et britannique, Emmanuel Macron et Keir Starmer, s'activent ensemble pour garantir la sécurité de l'Ukraine et du continent, Merz assure le concours de la première puissance économique européenne. Le pire n'est plus certain.

Il doit encore former la coalition qui l'élira à la tête de la chancellerie et l'hypothèse la plus probable est celle d'une nouvelle grande coalition CDU-SPD. Les deux partis ont des divergences sur les questions de défense. Le SPD est traditionnellement pacifiste, plus ouvert aux relations avec la Russie, plus frileux sur le nucléaire. La gravité du contexte face à la nouvelle alliance russo-américaine doit les amener à s'entendre. L'idée d'une convergence des forces nucléaires française et britannique est en discussion secrète depuis longtemps entre Londres et Paris. Emmanuel Macron a déjà souligné que « les intérêts vitaux de la France [incluaient] une dimension européenne ».

L'autonomie du Royaume-Uni en matière de dissuasion nucléaire est limitée par rapport aux Etats-Unis, mais des coopérations renforcées avec la France sont envisageables et s'imposent. Les Européens de l'Union européenne, et évidemment du Royaume-Uni, doivent devenir capables de se défendre sans dépendre exclusivement des Etats-Unis. La révolution de Friedrich Merz marque une étape historique pour l'autonomie stratégique européenne.